Derrière les Chiffres :
La Souffrance Indicible au Congo

Par Keith Harmon Snow et David Barouski

mars 2006

Dernièrement, le journal médical britannique *"The Lancet",* plus que tous les autres organes de presse occidentaux combinés, s'est intéressé à la République Démocratique du Congo (RDC). Un groupe de médecins a rapporté qu'environ 4 millions de personnes sont mortes depuis l'éclatement "officiel" de la guerre en 1998 [1]. La BBC, de son côté, a fait état que la guerre au Congo a coûté beaucoup plus vies que tous les conflits armés depuis la Deuxième Guerre Mondiale [2]. Cependant, les experts qui travaillent au Congo et les rescapés congolais eux-mêmes estiment à plus de 10 millions le nombre de morts depuis que la guerre a éclaté en 1996 – et non en 1998 – à la suite de l'invasion soutenue par les États-Unis destinée à renverser le président du Zaïre, Joseph Mobutu. Si la presse occidentale est habituée à "dénombrer" les morts en Afrique, aucune statistique ne peut mesurer la souffrance des Congolais.

Certaines personnes ont conscience que la guerre au Congo est motivée par le désir d'extraire les matières premières, y compris les diamants, l'or, le colombo tantale (coltan), le niobium, le cobalt, le cuivre, l'uranium et le pétrole. Au Congo, l'exploitation minière par les multinationales occidentales se fait à un taux sans précédent et il est estimé que quelques 6 millions de dollars [env. 4,5 millions d'euros], uniquement en cobalt brut – un élément des superalliages essentiels aux industries nucléaire, chimique, aérospatiale et de défense - sortent chaque jour de la RDC. Toute analyse de la géopolitique au Congo nécessite une bonne compréhension du crime organisé perpétré au moyen des multinationales. Cela permet de mieux comprendre la raison pour laquelle le peuple congolais subit une guerre incessante depuis 1996.

D'autres personnes ont fait l'éloge du grand progrès accompli dans la dénonciation de l'exploitation minière illégale en RDC. C'est particulièrement vrai du groupe *Human Rights Watch* (HRW), dont le rapport de 2005, intitulé *"The Curse of Gold" [Le Fléau de l'Or],* a dénoncé la contrebande d'or orchestrée par des fonctionnaires ougandais et des entreprises multinationales par l'intermédiaire des milices rebelles locales. Les groupes rebelles cités [dans ce rapport] sont : le Front National pour l'Intégration (FNI) et les Forces Armées du Peuple Congolais (FAPC). Les sociétés occidentales visées par HRW sont *AngloGold Ashanti*, une société dont le siège est en Afrique du Sud, et *Metalor*, une firme suédoise.

Le rapport de HRW omettait de dire qu'*AngloGold Ashanti* est associée à *Anglo-American*, propriété de la famille Oppenheimer et associée à *Barrick Gold*, basée au Canada, décrite ci-dessous.[3] *Anglo-American PLC* a son siège à Londres et détient 45% des actions de *DeBeers*, une autre société de la famille Oppenheimer, tristement célèbre pour son quasi-monopole international de l'industrie du diamant.[4] Sir Mark Moody-Stuart, l'un des dirigeants d'*Anglo-American*, est également directeur de *Royal Dutch-Shell* et membre du Comité Consultatif du Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan.[5] Ce Rapport de HRW a aussi supprimé les preuves les plus accablantes, découvertes par les chercheurs de HRW, selon lesquelles *AngloGold Ashanti* a envoyé ses meilleurs avocats à l'Est de la RDC pour assister les chefs de la milice rebelle arrêtés là-bas.

Plusieurs compagnies minières multinationales ont rarement - voire jamais - été mentionnées dans un quelconque rapport émanant des organisations de défense des droits de l'homme. L'une d'entre elles est *Barrick Gold*. Elle opère dans la ville de Watsa, au nord-est de la ville de Bunia, située dans l'un des coins les plus violents du Congo. Les

Forces de Défense du Peuple Ougandais (l'UPDF) y ont exercé par intermittence le contrôle des mines durant la guerre. A Bunia, les fonctionnaires soutiennent que les directeurs de *Barrick Gold* sont arrivés dans la région escortés par les troupes Rwandaises (Front Patriotique Rwandais, FPR) et Ougandaises (UPDF), pour expertiser et inspecter leurs intérêts miniers.[6]

George H.W. Bush travaillait comme conseiller rémunéré de *Barrick Gold*. Parmi les directeurs de cette société, se trouvent : Brian Mulroney (l'ancien Premier ministre du Canada), Edwards Neys (l'ancien ambassadeur américain au Canada et PDG de *Burston-Marsteller*, une entreprise de relations publiques), l'ancien sénateur américain Howard Baker, J. Trevor Eyton (un sénateur Canadien) et Vernon Jordan (l'un des avocats de Bill Clinton).[7]

Barrick Gold est l'une des sociétés clientes de la société de lobbying *Andrew Young's Goodworks*. Andrew Young est l'ancien maire d'Atlanta et l'un des organisateurs-clés du Conseil d'Amitié Américano-Ougandaise. Young fut choisi, en octobre 1994, par le Président Clinton pour diriger le *Southern Africa Enterprise Development Fund* [le Fonds au Développement des Entreprises de l'Afrique Australe]. Parmi les clients – ou associés d'affaires, selon les cas – de *Goodworks*, on trouve *Coca-cola*, *Chevron-Texaco*, *Monsanto*, ainsi que les gouvernements d'Angola et du Nigeria (notez les transferts d'armes cités ci-dessous). Young est un dirigeant de *Cox Communications* et d'*Archers Daniels Midland* – le "supermarché du monde" et sponsor de la Radio Publique Nationale qui compte parmi ses directeurs, Brian Mulroney (*Barrick Gold*) et G. Allen Andreas, un membre du conseil d'administration de la section européenne du *Groupe Carlyle*.

Parmi les partenaires miniers de *Barrick Gold*, il y a *Adastra Mining* – auparavant dénommée *American Mineral Fields* (AMFI, AMX, et d'autres noms), anciennement basée à Hope, dans l'Arkansas, la ville natale de Bill Clinton. Adastra entretenait des liens étroits avec *Lazare Kaplan International Inc.*, la plus grande compagnie de courtage de diamants aux États-Unis, dont le président, Maurice Tempelsman, a été conseiller aux Affaires Africaines auprès du gouvernement américain et est le Consul Honoraire Général des Etats-Unis au Congo depuis 1977.[8]

Maurice Tempelsman a accompagné Bill Clinton pendant sa tournée de l'Afrique en 1998 et il navigue souvent avec les Clinton au large du Vignoble Martha. Il travaille au service du Conseil Consultatif International de la Bourse Américaine et il est l'un des dirigeants du *Woods Hole Oceanographic Institute*, un paravent "scientifique" pour ses activités minières offshores dans le diamant – ratissant les fonds marins pour se faire oublier.

Adastra a aussi acheté une concession de diamants le long de la frontière congo-angolaise à la firme belge de mercenaires, dénommée *International Defense and Security* (1998), et dispose actuellement de concessions de cobalt et de cuivre dans la province congolaise du Katanga (Shaba).[9] Adastra est membre du *Corporate Council on Africa* [Conseil des Grandes Entreprises sur l'Afrique], en compagnie de *Goodworks*, *Halliburton*, *Chevron-Texaco*, *Northrop Grumman*, *GE*, *Boeing*, *Raytheon*, *Bechtel* et *SAIC* – ces deux dernières étant des entités secrètes de la défense et du renseignement étasuniens impliquées dans des projets "noirs" supra-gouvernementaux classifiés.

En avril 1997, Jean-Ramon Boulle, cofondateur d'Adastra (alors dénommée AMFI), a reçu un contrat d'1 milliard de dollars pour des mines au Congo, à Kolwezi (cobalt) et à Kipushi (zinc), de la part de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Zaïre (AFDL), dirigée par Laurent-Désiré Kabila, avant même que l'AFDL ait officiellement pris le pouvoir. Les dirigeants de l'AFDL étaient même autorisés à utiliser le jet privé de Boulle.[10] En attendant, les directeurs d'Adastra étaient également des anciens directeurs d'*Anglo-American*.[11] Parmi les autres fondateurs d'Adastra, liés à Clinton, il y a Michael McMurrough et Robert Friedland – tous deux impliqués dans des affaires offshore, louches et criminelles, en Indonésie, en Afrique, en Birmanie et aux Amériques.[12]

Barrick sous-traite à *Caleb International*, qui était aussi associée à Adastra dans le passé. Caleb est dirigée par le demi-frère du président ougandais Yoweri Museveni, Salim Saley, ancien général intérimaire de l'UDPF. Lorsque l'Ouganda se retira du Congo en 2002, à la suite du soi-disant accord de "paix", Saleh a commencé à former des groupes

paramilitaires pour agir comme mandataires afin de maintenir le flux de minerais vers l'Ouganda.[13]

Salim Saleh est actionnaire de *Catalyst Co. Of Canada*, qui détient 100% des intérêts dans les champs aurifères ougandais de Kaabong.[14] Il est copropriétaire de *Saracen*, une société militaire privée créée par *Executive Outcomes*, une firme de barbouzes [fondée par l'Anglais Tony Buckingham et qui loue ses services dans les zones de conflit].[15] La Commission des Experts de l'ONU sur l'Exploitation Illégale des Ressources Minérales du Congo recommanda que Salim Saleh soit interdit de voyager et ses biens gelés, mais rien n'a été fait.

Les récentes interventions militaires des forces armées de la MONUC se sont concentrées sur le désarmement ou l'élimination des Forces pour la Libération Démocratique du Rwanda (FLDR), un groupe rebelle opposé au gouvernement rwandais [de Paul Kagame], et des Forces Démocratiques Alliées (FDA), un groupe rebelle opposé au gouvernement de Museveni en Ouganda. (Remarquez que l'armée rwandaise s'est associée avec ses "ennemis" d'autrefois - le FLDR – lorsque c'était nécessaire pour protéger le pillage des ressources naturelles, tandis que l'Ouganda a son propre modèle de complicité avec ses ennemis "rebelles". Les alliances avec les rebelles changent perpétuellement). L'élimination de ces groupes rebelles nettoiera efficacement l'Est du Congo pour une exploitation minière à grande échelle par les multinationales. La milice Mai-Mai, dont l'objectif déclaré est de "protéger le Congo contre les envahisseurs rwandais et ougandais" a aussi commis des crimes contre l'humanité, pourtant il semble qu'il ne soient pas sur l'agenda de la MONUC. Les Mai-Mai opèrent au Nord du Katanga (Shaba) et dans les deux Kivu.

Les milices et les racketteurs du Katanga sont liés aux réseaux criminels d'hommes d'affaires, dont font partie Robert Mugabe, le président du Zimbabwe, Billy Rautenbach, John Bredenkamp et Marc Rich. Le magnat américain du diamant, Maurice Tempelsman, a profité des concessions minières au Katanga depuis l'ère Kennedy. Lawrence Devlin, un ancien chef de la station de la CIA à Lubumbashi sous Eisenhower, maintenait les trafics criminels de Tempelsman en lien direct avec l'ancien Président zaïrois Mobutu et il fut par la suite employé par Tempelsman.[16]

Le *Groupe Malta Forrest* a la plus longue histoire d'exploitation au Congo, ayant acquis ses premières concessions minières des Belges, avant la déclaration d'indépendance du Congo. Ce Groupe, qui comprend *OM Group*, dont le siège est dans l'Ohio, a de nombreuses concessions au Katanga (Shaba). George Forrest, son président, est l'ancien président de la compagnie minière d'Etat congolaise, la Gécamines, et est le propriétaire de la société d'armement *New Lachausssee*. [Accessoirement, George Forrest est aussi Consul Honoraire de France à Lubumbashi].

Le coltan, une fois raffiné en tantale, est largement utilisé dans l'industrie aérospatiale et l'électronique pour les condensateurs, les supraconducteurs et les transistors. Les Etats-Unis sont complètement dépendants des sources étrangères de tantale, une technologie améliorant les condensateurs, essentielle à l'armement aérospatial et à tous les récepteurs, téléphones cellulaires, ordinateurs, magnétoscopes, lecteurs de CD, PDA et Téléviseurs. Les importations américaines [de coltan] montrent un bond spectaculaire des achats en provenance du Rwanda et de l'Ouganda pendant la période où ces pays faisaient sortir en contrebande du Congo le tantale et le cobalt.

La société *Sony* a accru spectaculairement ses importations de coltan à la suite du lancement de sa Playstation 2, tandis que *Compaq*, *Microsoft*, *Dell*, *Ericsson*, *Hewlett-Packard*, *IBM*, *Nokia*, *Intel*, *Lucent* et *Motorola* en sont aussi de très gros consommateurs.[17] Nicole Seligman, l'actuelle vice-présidente exécutive et conseillère générale de Sony, est une ancienne conseillère juridique de Bill Clinton à travers la firme d'avocats de Washington D.C., *Williams and Connelly, LLP*, qui comptait Bill Clinton et Oliver North parmi ses clients.[18] Le vice-président exécutif et directeur financier de *Sony*, Robert Wiesenthal, est un ancien banquier à la *First Boston*, qui finançait les activités "humanitaires" dans les camps de réfugiés rwandais en 1995 à l'est du Congo, juste avant la chute de Mobutu. Wiesenthal était aussi conseiller financier de *Cox Communications*, *OM Group*, *Time Warner* et du *New York Times*.[19]

Walter Kansteiner, fils d'un courtier en coltan basé à Chicago, est le Sous-secrétaire d'Etat à l'Afrique et ancien membre du Groupe de Travail du Département de la Défense sur les Minerais Stratégiques. Le discours de Kansteiner au "Forum sur la Politique Internationale" en octobre 1996 défendait l'idée de la partition du Congo (alors, le Zaïre) en de plus petits Etats basés sur la lignée ethnique.[20] De façon ironique, au moment où il prononçait ce discours, Laurent-Désiré Kabila et son AFDL commençaient leur marche pour renverser Mobutu avec l'aide du Rwanda, de l'Ouganda et des Etats-Unis.[21] Kansteiner est aussi administrateur de l'*Africa Wildlife Foundation* [la Fondation pour la protection de la faune et de la flore africaine] - un autre paravent euphémique pour l'acquisition des ressources naturelles au Congo.

Bechtel, une société aérospatiale et de construction, a fourni des cartes satellites de photos de reconnaissance des mouvements des troupes de Mobutu pour l'invasion du Congo par l'AFDL en 1996 ; ils ont aussi créé des cartes infrarouges des gisements de minerais du Congo.[22] Le Front Patriotique Rwandais (FPR), dirigé par Paul Kagame, l'actuel président rwandais diplômé de l'académie militaire américaine de Fort Leavenworth, s'est servi des cartes satellites de la NASA fournies par *Bechtel* pour localiser les civils rwandais Hutus qui avaient fui le cataclysme de 1994 au Rwanda. Les réfugiés, estimés à 800.000, ont été pourchassés et tués dans les forêts congolaises.[23] Parmi les amis de *Bechtel* dans les hauts cercles du pouvoir aux Etats-Unis, on retrouve l'ancien Secrétaire d'Etat George Shultz (membre du conseil d'administration de *Bechtel*), l'ancien Secrétaire d'Etat à la Défense Casper Weinberger (conseiller de *Bechtel*) et le Général en retraite du Corps des Marines américains Jack Sheelan (vice-président de *Bechtel*), qui est également membre du Conseil à la Politique de Défense au Pentagone.[24] Riley P. Bechtel siège au conseil d'administration de *J.P. Morgan*.[25] *Nexant Company*, une filiale de *Bechtel*, est le contractant principal du programme de pipeline ougando-kenyan, censé faciliter en fin de compte le transport de pétrole provenant de la Cuvette de Semliki du Lac Albert.

La Commission des Experts de l'ONU a cité *Cabot Co*., basée en Nouvelle-Angleterre, pour avoir mené des affaires non-éthiques.[26] *Cabot* est l'un des plus gros transformateurs du tantale dans le monde. L'actuel directeur-adjoint du Département du Trésor aux Etats-Unis, Samuel Bodman, était le PDG de *Cabot* de 1997 à 2001.[27] Son dirigeant actuel, John McArthur, est un proche conseiller de Paul Wolfowitz à la Banque Mondiale.[28]

En Afrique, les Contractants Militaires Privés (CPM) sont aussi de grosses entreprises. *Brown & Root*, une filiale d'*Halliburton*, a aidé à la construction d'une base militaire près de Cyangugu, au Rwanda, juste à côté de la frontière congo-rwandaise. "Officiellement", *Brown & Root* était là pour enlever les mines antipersonnelles, mais, au lieu de cela, cette société hébergeait les mercenaires de *Military Professional Ressources Inc.* (MPRI) qui entraînaient le FPR et l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila pour l'invasion du Congo en 1996 et la ré-invasion par l'armée du Rwanda en 1998, après que Laurent-Désiré Kabila vira les Rwandais, les Ougandais, *Bechtel* et le *FMI*.[29] Les services secrets français ont rapporté que les Forces Spéciales Américaines et les mercenaires du MPRI ont participé à l'assassinat de réfugiés Hutu rwandais le long de la rivière Oso près de Goma en 1996 et ils soutiennent même avoir découvert les corps deux soldats américains tués dans les combats près de Goma.[30] Les circonstances qui entourent la récupération non-officielle de ces deux soldats américains demeurent très mystérieuses.[31]

MPRI est basée à Arlington, en Virginie, et est dirigée et pourvue en personnel par 36 généraux américains à la retraite. Elle est sous-traitante du Pentagone pour répondre à l'*African Crisis Responsive Initiative* (ACRI) [L'Initiative de Riposte à la Crise Africaine]. Ce programme inclut l'armée ougandaise et a fourni l'entraînement militaire à la guérilla urbaine aux officiers ougandais à l'académie militaire de Fort Bragg, en Caroline du Nord, en juillet 1996. Durant l'invasion du Congo en 1998, les soldats ougandais ont été trouvés avec des équipements de l'ACRI, tandis que *Human Rights Watch* et *Amnesty International* ont impliqué des bataillons ougandais entraînés par l'ACRI dans des viols, des assassinats, des extorsions de fonds et des ratonnades de civils ougandais.[32]

Tony Buckingham, le fondateur de Executive Outcomes, a établi d'autres sociétés

militaires privées qui opèrent du côté de l'Afrique. *Heritage Oil & Gas*, qui appartient à Buckingham, travaille étroitement avec sa CMP, *Sandline International*, pour manipuler les options pétrolières autour du Lac Albert et l'on pense qu'elle a signé des accords de concessions avec les armées et les gouvernements en conflit des deux côtés de la frontière congo-ougandaise. *Branch Energy* est une autre filiale de Buckingham qui opère dans la Région des Grands Lacs.

L'année dernière, les enquêtes sur les ventes illégales d'armes au Rwanda, en violation de l'embargo de l'ONU sur les armes dans la région, ont été entravées par le refus du gouvernement rwandais de fournir la liste des numéros de série des 5.000 AK-47 livrés là-bas. Le pays de provenance, la Bulgarie, a aussi refusé catégoriquement de fournir les numéros de série et n'aurait seulement confirmé que les armes ont été vendues légalement à un pays non frappé par l'embargo, en l'occurrence, le Nigeria, en route pour le Rwanda et la RDC. Les gouvernements ougandais, congolais, sud-africain et de la Guinée Equatoriale - principal protectorat pétrolier américain – sont également coupables d'avoir soutenu les ventes d'armes clandestines dans la région.[33]

Les cargaisons d'armes qui arrivent par bateaux entiers de Tanzanie et le rôle du gouvernement tanzanien dans son soutien à la guerre en RDC ne sont jamais mis en doute. Cela pourrait avoir quelque chose à voir avec les licences minières de *Barrick Gold* dans les territoires Massaï en Tanzanie. Les avions volant entre la Tanzanie, la RDC et le Kenya peuvent le faire sans les bons documents ou enregistrements et sans surveillance douanière.

Un autre marchand d'armes louche et "intouchable", qui opère en coulisse dans la région, est un américain d'origine indienne, Ramek Kotecha. Les intérêts de Kotecha au Sud Kivu sont considérables et il est manifestement pointé du doigt pour blanchiment d'argent, trafic d'armes, de coltan et de diamants. [Accessoirement, M. Kotecha est Consul des Etats-Unis à Bukavu]. Après la première invasion du Congo en 1996, financée par les Américains, il est de notoriété publique que Kotecha s'est vanté à plusieurs reprises d'être le "Consul des Etats-Unis" au Sud-Kivu. Kotecha détient un passeport américain et possède une demeure en Californie.

Lorsqu'un défenseur local des droits de l'homme travaillant pour une petite ONG, Pascal Kabulungu d'Héritiers de la Justice, connu pour son franc parler, fut assassiné durant l'été 2005 à Bukavu, les assassins présumés, qui comprenaient un commandant local de l'armée congolaise, furent identifiés par la MONUC. Mais la "communauté" internationale n'a jamais entrepris la moindre action. Son assassinat tournait autour de son rôle dans la dénonciation de l'implication de commandants congolais dans les activités de contrebande (qui continuent jusqu'à ce jour).

Une récente Commission d'Experts de l'ONU, a mis en cause de nombreuses compagnies aériennes pour avoir entrepris des vols illicites (illégaux, secrets, non-enregistrés ou faussement enregistrés) vers et hors de RDC. L'une des nombreuses sociétés notoires visiblement liées au réseau de trafic d'armes de Victor Bout est *Simax*, une société dont le siège est en Oregon et qui utilise une adresse en Sierra-Leone. Cependant, la Commission des Experts de l'ONU a une nouvelle fois ignoré certaines agences occidentales – qui ont un passé d'activités illicites – et dont les vols demeurent tout aussi secrets qu'inexplicables. En haut de la liste se trouve l'*International Rescue Committee* (IRC) – dont Henri Kissinger est l'un des dirigeants et dont les vols à destination et en provenance du Congo, ainsi que les vols intérieurs à destination ou en provenance d'aéroports isolés dans l'Est de la RDC, échappent totalement à la surveillance des inspecteurs de la MONUC, chargés de l'embargo sur les armes. A Bukavu, par exemple, tous les avions légers sont sujets aux inspections de la MONUC relatives à l'embargo sur les armes, mais les vols d'IRC ne font pas partie du mandat de la MONUC. Ainsi que l'a admis un Observateur Militaire de la MONUC, "L'IRC devrait être assujettie aux mêmes normes que les autres ; autrement, nous devons assumer qu'ils transportent des armes, parce qu'ils ne nous laissent pas confirmer qu'ils ne le font pas".

De la même manière, alors que la Commission des Experts de l'ONU a enquêté et signalé certains réseaux et activités illégales criminelles au Congo, ils ne s'intéressent jamais aux contrats à haut niveau passés en coulisse par les dirigeants d'*Adastra*,

d'*Anglo-American*, les sociétés du Suédois Adolph Lundin (un ami proche de George H. W. Bush), qui ont le contrôle des concessions minières dans les zones de Lubumbashi, Kolwezi et Mbuji Mayi, dans les provinces du Katanga et du Kasaï. *Phelps Dodge*, dont le siège est aux Etats-Unis, est associée dans les programmes miniers de cuivre et de cobalt au Katanga à *Tenke Mining* de Lundin. Douglas C. Yearly, le directeur de *Phelps Dodge*, est également un directeur de *Lockheed Martin* et du *World Wildlife Fund* (WWF) – associé à USAID et CARE dans les programmes de "conservation" (lisez : acquisition) dans tout le Congo tandis que le programme "humanitaire" de CARE est aussi financé par *Lockheed Martin*.

Les intérêts pour la "conservation de la nature" fournissent l'avant garde de la pénétration occidentale en Afrique Centrale : USAID, WWF, AWF et Conservation International mènent la charge. Des preuves des affaires d'USAID dans tout le Congo contredisent très vite toute la fanfare sur USAID apportant des programmes de "développement durable" ou "local". Plus remarquables sont le *Central Africa Region Partnership for the Environment* (CARPE) et le *Congo Basin Forest Partnership* (CBFP), deux programmes poussant en fait des programmes militaires, de renseignement et économiques cachés. L'une des organisations qui a le moins de comptes à rendre travaillant dans l'Est de la RDC et l'Ouest du Rwanda est le *Fonds International pour les Gorilles de Diane Fossey* (DFGFI), qui est allié avec les intérêts du Département d'Etat et suppliant continuellement pour des fonds pour la conservation des gorilles. Le DFGFI a des liens avec le renseignement, l'exploitation minière et le monde de la défense occidentaux et est sous investigation (en compagnie de USAID) pour quelques 5 millions de dollars concernant des fonds alloués à USAID entre 2002 et 2005. De plus, *National Geographic* est impliquée à faire avancer les mythologies de la conservation, de la démocratie, du développement local ou le baratin porté sur le respect et le soutien aux indigènes.

Suggestions de remèdes

Il y a des gens qui suggèrent que la raison pour laquelle il n'y a pas une plus grande prise de conscience et une intervention équitable au Congo est parce que "tout simplement nous ne savons pas quoi faire" pour remédier à la situation. Toutefois, ce qu'il faut faire est assez clair mais l'Ouest ne veut tout simplement pas le faire à cause de raisons économiques et géopolitiques puissantes.

1. Les programmes américains d'entraînement militaire doivent se doter d'un comité de surveillance et d'une transparence totale. Les gouvernements occidentaux doivent mettre fin à leur attitude hypocrite et garantir qu'ils n'entraînent plus quelque groupe rebelle ou dissident que ce soit, en particulier s'ils sont opposés à un gouvernement démocratiquement élu (sous réserve que les élections n'aient pas été frauduleuses), même si le gouvernement élu n'est pas aligné politiquement sur l'idéologie et/ou les idéaux économiques occidentaux. Faire autrement réfuterait les prétentions selon lesquelles l'Ouest intervient pour "répandre la démocratie".

2. Parallèlement au point No 1, une commission doit être mise en place pour s'assurer que la même chose ne se produit pas pour les sociétés militaires privées. En tant que firmes multinationales, ces sociétés ne sont pas sujettes au respect des lois de la guerre des pays établis. L'ONU doit voter des résolutions mandatant la Cour Pénale Internationale (CPI) pour engager des poursuites contre de telles entreprises. Enfin, lorsque de telles sociétés se sont exposées à conduire des activités illégales, comme aider à fomenter des coups d'Etat ou faire le trafic d'esclaves, les entreprises qui conduisent ces activités doivent être black-listées et ne pas recevoir de contrats des gouvernements et les personnes coupables doivent être poursuivies.[34]

3. Dans l'arène des transferts d'armes, des efforts plus substantiels doivent être fournis pour intercepter et poursuivre ceux qui violent les embargos, les courtiers illégaux et les marchands d'armes. En outre, ceux qui vendent, transportent, font le

courtage, financent ou qui montent des transactions d'armes spécifiquement destinées aux enfants doivent subir les peines les plus dures (certaines "petites armes" sont modifiées pour réduire leurs poids afin de faciliter leur maniement par les enfants). Les sociétés qui participent aux livraisons d'armes, au transport et/ou au mouvement des flux d'argent généré par ces ventes avec les pays, les personnes ou les organisations qui font l'objet d'un embargo ou agissent contre la loi nationale ou internationale devraient rendre des comptes sur leurs crimes. Leurs biens peuvent être gelés, des interdictions de voyager peuvent être prononcées et tous les liens d'affaires gouvernementaux et économiques avec de telles firmes doivent être coupés. Il faut aussi garantir que ces peines seront appliquées.

4. L'allègement de la dette est essentiel, mais des moyens doivent être trouvés empêcher que les prêts du FMI et de la Banque Mondiale servent aux dépenses militaires. Les motivations du Président de la Banque Mondiale, Paul Wolfowitz, sont suspectes. En effet, il a été Secrétaire d'Etat adjoint à la défense sous George W. Bush, ambassadeur des Etats-Unis en Indonésie sous Ronald Reagan, membre du PNAC et il possède une double nationalité en Israël. De la même manière, le FMI et la Banque Mondiale doivent changer la politique de privatisations comme condition sine qua non pour obtenir un crédit, afin de stimuler la croissance des entreprises à l'intérieur de l'Etat au lieu d'avoir une croissance du secteur des affaires bénéficiant presque entièrement aux grandes entreprises multinationales. Le FMI et la Banque Mondiale doivent aussi alléger la dette des pays les plus pauvres qui en ont le plus besoin, selon les indicateurs économiques. Certains pays qui jouissent de l'allègement de la dette comme l'Ouganda et le Rwanda, font partie de ceux qui dépensent le plus leurs prêts dans le domaine militaire.[35]

L'argent de ces prêts doit être consacré aux régions qui en ont le plus besoin. Par exemple, en Ouganda, les crédits octroyés à Museveni n'ont servi qu'au développement du sud de Kampala, la capitale, et à Mbarara, sa ville natale. Pendant ce temps, le peuple Acholi, qui vote toujours contre le parti de Museveni lors des élections, est ignoré et la situation dans les districts de Lira, de Gulu et de Kitgum continue de se détériorer. De plus, les pays doivent considérer individuellement l'aide qu'ils octroient aux pays qui dépensent une grosse partie du capital dans le secteur militaire, de même qu'à ceux qui bafouent les droits de l'homme. Enfin, il devrait être remarqué que l'allègement de la dette n'a pas porté préjudice aux banques qui ont octroyé les prêts en premier lieu et accumulé les taux intérêts, sans oublier de mentionner les entreprises américaines qui tirent profit des entreprises privatisées en tant que partie de l'accord de prêt, tandis que la dette finie par être transférée aux contribuables. Par conséquent, il y a besoin de transparence pour garantir que les coûts sont aussi supportés par les entreprises qui accordent ces prêts (si elles veulent récupérer le mérite de l'allègement "humanitaire" de la dette).

5. Les pays occidentaux doivent mettre fin à l'impunité dont jouissent ceux qui pillent les minerais du Congo. Les entreprises qui achètent des minerais de contrebande et/ou qui achètent des concessions à des groupes rebelles illégitimes doivent être poursuivies. La Cour Pénale Internationale a récemment donné le coup d'envoi en condamnant l'Ouganda et fixant une amende à son gouvernement, mais on ne demande toujours pas au Rwanda, au Burundi, à la Zambie et au Zimbabwe de rendre des comptes pour leur piraterie directe, ni aux firmes occidentales qui ont acheté ces minerais, ni aux occidentaux qui les soutiennent. Le Processus de Kimberley, établi à l'Université d'Harvard avec le soutien d'experts universitaires et du renseignement constitue un exemple parfait où les gardiens font la police à leur propre porte : les intérêts colossaux bien établis, mais secrets, comme les sociétés possédées par les Oppenheimer/DeBeers et Maurice Tempelsman sont légitimées en tant que marchands de diamants "propres" ; tandis que les autres concurrents, ayant beaucoup moins de relations, ainsi que ceux qui défient le statu quo, y compris les enfants congolais qui se glissent dans les mines et qui se font descendre pour le "vol" des diamants qui sont extraits des anciennes terres de leurs familles affamées, sont diabolisés comme dealers de "diamants du sang".)

6. La Cour Pénale Internationale doit demander des comptes à tous les dirigeants militaires et civils – Africains, Américains et Européens – coupables de crimes de guerre

et de crimes contre l'humanité, pour leurs actes. On ne doit pas laisser l'Occident protéger des criminels contre les poursuites en vertu de leurs alliances politiques et économiques avec les gouvernements occidentaux. Les gouvernements occidentaux qui abritent ces criminels devraient faire l'objet de poursuites. Les sanctions économiques peuvent ne pas être appropriées, puisque les pays pauvres subissent généralement en retour des pertes civiles sévères. Les individus spécifiques impliqués, dans le gouvernement et dans l'armée, doivent rendre des comptes.

7. Les forces de maintien de la paix, en particulier la MONUC, doivent faire l'objet d'un examen pour s'assurer que leur mission est conduite pour encourager la stabilité dans le pays. Comme cela a été illustré, des éléments de la MONUC se sont servis de leur mission comme d'une couverture, pour servir l'agenda occidental et les entreprises qui le soutiennent, sous la bannière du "maintien de la paix", causant la mort de civils dans le processus : ceux qui en sont responsable devraient être jugés et punis. Il faut s'assurer aussi que les enquêtes ne s'arrêtent pas aux soldats ou aux brigades ayant commis ces crimes, mais examiner la chaîne de commandement et ses allégeances pour découvrir les motivations qui se cachent derrière les opérations de la MONUC. Il a été rapporté que des soldats de la MONUC ont pillé l'ivoire, l'or et les peaux d'animaux sauvages dans les Parcs Nationaux. Les villageois disent qu'ils ont vu des assassinats se produire sous le nez de soldats de la MONUC et que ces derniers n'ont rien fait pour les empêcher.[36] Des soldats de la MONUC ont commis des viols sur des femmes congolaises.[37] Lorsque les chefs rebelles pro-rwandais, Laurent Nkunda et Jules Mutibusi, tous deux criminels de guerre recherchés par l'ONU, se sont emparés de la ville de Bukavu par la force en mai 2004, la MONUC leur a fourni des armes et des véhicules. Nkunda lui-même a déclaré que le chef de la MONUC, William Swing, lui a remis personnellement un téléphone à utiliser pendant l'attaque.[38]

8. Les médias internationaux sont totalement silencieux sur quasiment toutes les questions significatives majeures relatives à la guerre en RDC, ainsi que sur les réseaux criminels internationaux qui tirent les ficelles. La désinformation au sujet de l'Afrique prédomine, à cause des efforts concertés par les principaux médias de taire la vérité. Un boycott de ces publications-clés s'impose et doit inclure les plus offensives : *Boston Globe*, *Washington Post*, *Newsweek*, *Time*, *US News & World Report*, *USA Today*, *New York Times*, *The New Yorker* (Conde Nast Publications), *Harper's*, *Atlantic Monthly* (très subventionné par *Lockheed Martin* et *Northrup Grumman*) et, en particulier, *National Geographic*.

9. Il est nécessaire que le brouillard de la guerre soit dissipé autour des soi-disant programmes et organisations "humanitaires" et des "droits de l'homme", actuellement alignés sur les grandes entreprises occidentales, ainsi que les personnes qui gravitent autour. Dans cette catégorie on trouve notamment : *Human Rights Watch*, *Amnesty International*, *CARE*, *USAID*, *Norwegian People's Aid*, *International Crisis Group*, *International Rescue Committee*, *Refugees International*, le *Genocide Intervention Fund*, ainsi que de nombreux corps des Nations-Unies, et plus spécialement UNHCR [le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies]. La plupart de ces agences semblent n'exister que pour perpétuer leur propre survie. L'organisation *Médecins Sans Frontière* mérite également d'être surveillée pour ses récentes actions en RDC.

10. On ne demande toujours pas de compte à la communauté du secteur de la paix et de la justice pour son échec à entreprendre des actions significatives pour atténuer la guerre au Congo et à révéler les vraies raisons qui se cachent derrière. Une première étape serait d'ouvrir des espaces aux voix alternatives qui sont actuellement exclues des principales plate-formes médiatiques sur la justice sociale. Une deuxième serait de déclarer un boycott total sur l'or et les diamants et organiser une campagne de protestation et de fustigation contre les magasins où les diamants de Lazare sont vendus. Une troisième action serait d'engager des fonds significatifs – provenant des personnes comme des organismes – pour soutenir les organisations et ceux qui travaillent brillamment sur le terrain, à la défense des droits de l'homme, à la santé des femmes, au désarmement, à l'éducation, à la sécurité alimentaire, à la défense de l'environnement et de la forêt tropicale au Congo. Quatrièmement, les gens doivent s'affranchir de la peur (inculquée par les médias occidentaux) d'entreprendre des actions pour aider le peuple congolais : il n'y a aucune raison – sauf inacceptable – qui

empêcherait des Occidentaux d'établir un programme de "Témoin pour la Paix" situé au Congo.

11. Les groupes des droits de l'homme qui mènent des missions pertinentes aux besoins du Congo doivent étendre leurs missions au Congo. Le viol est endémique au Congo. Source de traumatisme physique et psychologique, il contribue à la propagation du VIH, du virus Ebola et d'autres maladies sexuellement transmissibles. Les survivantes donnent souvent naissance à des enfants séropositifs sans espoir de recevoir de l'aide médicale ou financière. Ceci a conduit à un besoin insurmontable d'aide à la prise en charge des orphelins. Les mères d'enfants conçus lors de viols sont souvent reniées par leurs villages et leurs familles. Les féministes occidentales et les militantes et organisations pour le droit des femmes doivent s'impliquer et fournir des ressources aux victimes de viol au Congo. Ceux qui se sont rendus coupables de viols doivent être jugés et subir la loi s'ils sont reconnus coupables. Les preuves dans les affaires de viol dans les parties rurales de la RDC montrent vraiment que la violence sexuelle est réduite de façon significative simplement en rendant les officiers militaires responsables des actes commis par leurs soldats, mais cela n'est pas fait.

12. La Radio Okapi, de la MONUC, est le lien vital de l'information aujourd'hui en RDC, mais la programmation est en grande partie composée de programmes onusiens. L'ONU doit subir des pressions pour que le réseau de la Radio Okapi soit élargi, que les émissions "frivoles" soient éliminées et qu'elle diversifie et approfondisse ses programmes et ses reportages. Pour donner un simple exemple sur la manière dont les choses pourraient être améliorées en RDC, les programmes qui sensibilisent le public sur la question du viol et qui sensibilisent les militaires sur leur répression pourraient être facilement montés. De tels programmes ne sont jamais pris en considération.

13. Le gouvernement de transition au Congo est composé de chefs militaires et de fonctionnaires du gouvernement. Ils doivent répondre de leurs crimes. De même que les individus, les organisations, les grandes entreprises et les gouvernements qui les ont soutenus, tous sont responsables de crimes contre l'humanité.

Les bénéfices excessifs actuels en RDC sont permis par ces acteurs-clés, au plus haut niveau du gouvernement et dont les crimes restent cachés par la presse occidentale. On ne doit pas autoriser le gouvernement de transition à nommer des criminels de guerre à des postes ministériels ou parlementaires, de même qu'à des postes de gouverneur dans les provinces.

---

[1] "Mortality in the Democratic Republic of the Congo: A Nationwide Survey." Benjamin Coghlan, Richard J. Brennan, Pascal Ngoy, David Dofara, Brad Otto, Mark Clements et Tony Steward. *The Lancet*, 7 janvier 2006. No 367 pp. 44-51.

[2] "Thousands' dying in DR Congo war," *BBC News,* 6 janvier 2006 : http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/4586832.stm

[3] "Depopulation & Perception Management Part 2 : Central Africa," Keith Harmon Snow. *Pioneer Valley VOICE*, Février 2001 : http://www.allthingspass.com/uploads/html-32Depop&PercepMan.htm ; "Congo: Capitalist Mineral Lust Fuels Bloodshed," Direct Action : http://www.directa.force9.co.uk/back%20issues/DA%2028/regulars3_1.html

[4] "The Lost World War," Erik Vilwar, *Corporation Watch Newsletter*, No 13, mars-avril 2003 : http://www.corporatewatch.org.uk/newsletter/issue13

[5] "Depopulation As Policy, or, How the Despair and Death of Millions of African People is Daily Determined by the Lifestyle of Ordinary Americans, in Small Town USA, With Nary a Word of Truth In the US Press, If Anything At All, And Why Most of Us Know Nothing About It, And Do Nothing To Stop It When We Do Know," Keith Harmon Snow, 2003 : http://www.allthingspass.com/uploads/html-52Depopulation%20As%20Policy.htm

[6] Interview privée, Keith Harmon Snow, Bunia, 2005.

[7] "Central Africa: Hidden Agendas and the Western Press," *Pioneer Valley Voice*, Keith Harmon Snow : http://www.audarya-fellowship.com/showflat/cat/WorldNews/48471/0/collapsed/5/o/1

[8] "Genocide and Covert Operations In Africa 1993-1999," 107ème Congrès des Etats-Unis. Sous-commission aux Opérations Internationales et aux Droits de l'Homme. Première session. 17 mai 2001. *Centre de Recherche sur la Mondialisation* : http://www.globalresearch.ca/articles/MAD111A.html

[9] *Ibid.*

[10] "Stolen Goods: Coltan and Conflict in the Democratic Republic of the Congo," Dena Montague, *SAIS Review*, vol. XXII no. 1 (hiver-printemps 2002); "Congo: Capitalist Mineral Lust Fuels Bloodshed," Direct Action : http://www.directa.force9.co.uk/back%20issues/DA%2028/regulars3_1.html ; "Congo: The Western Heart of Darkness," Asad Ismi, *The Canadian Centre for Policy Alternatives Monitor*, octobre 2001.

[11] "Depopulation & Perception Management Part 2: Central Africa," Keith Harmon Snow, *Pioneer Valley VOICE*, février 2001 : http://www.allthingspass.com/uploads/html-32Depop&PercepMan.htm

[12] "Proxy Wars in Central Africa: Profits, Propaganda, and Luxury Goods for the White World—Pacification, Rape, and Slavery for the Blacks," Keith Harmon Snow, *Reportage sur la 3ème Guerre Mondiale*, No. 100, 19 juillet 2004 : http://ww3report.com/proxy.html

[13] "Named and Shamed," Ruud Leeuw : http://www.ruudleeuw.com/vbout17.htm

[14] "Uganda, Sanctions, and Congo-K: Who is Who in Uganda Mining," *Africa Analysis*, 5 juin 2001 : http://www.globalpolicy.org/security/issues/congo/2001/0606uga.htm

[15] "Corporate Soldiers: The U.S. Government Privatizes Force," Daniel Burton et Wayne Madsen : http://www.totse.com/en/politics/us_military/162741.html

[16] David Gibbs, "The Political Economy of Third World Interventions," *University of Arizona Press* ; et Wayne Madsen, "Genocide and Covert Operations in Africa, 1993-1999," *Mellen Press*, 1999.

[17] "The Lost World War," Erik Vilwar, *Corporation Watch Newsletter*, No 13, mars-avril 2003 : http://www.corporatewatch.org.uk/newsletter/issue13

[18] "Sony Corporation of America: Executive Biographies," janvier 2006. http://www.sony.com.SCA/

[19] "Proxy Wars in Central Africa: Profits, Propaganda, and Luxury Goods for the White World – Pacification, Rape, and Slavery for the Blacks," Keith Harmon Snow, *World War 3 Report*, No. 100, 19 juillet 2004 : http://ww3report.com/proxy.html

[20] "Genocide and Covert Operations In Africa, 1993-1999," 107ème Congrès des Etats-Unis. Sous-commission aux Opérations Internationales et aux Droits de l'Homme. Première session. 17 mai 2001. *Centre de Recherche sur la Mondialisation* : http://www.globalresearch.ca/articles/MAD111A.html

[21] "The U.S. (Under)mining Job of Africa," : http://cryptome.org/us-africa.wm.htm

[22] "Stolen Goods: Coltan and Conflict in the Democratic Republic of the Congo," Dena Montague, *SAIS Review*, Vol. XXII, No. 1, (hiver-printemps 2002).

[23] "A Continent for the Taking: The Tragedy and Hope of Africa," Howard French, 12 avril 2005, Vintage, New York, NY.

[24] "The Exception to the Rulers: Exposing Oily Polititians, War Profiteers, and the Media That Love Them," Amy Goodman, David Goodman, 2004, *Hyperion Press*, New York, NY.

[25] Voir : "Friends in High Places: The Bechtel Story."

[26] "Stolen Goods: Coltan and Conflict in the Democratic Republic of the Congo," Dena Montague, *SAIS Review*, Vol. XXII, No. 1, (hiver-printemps 2002) ; "Named and Shamed", Ruud Leeuw : http://www.ruudleeuw.com/vbout17.htm

[27] "Rwanda's Secret War: U.S.-Backed Destabilization of Central Africa," Keith Harmon Snow, 12 décembre 2004 : http://traprockpeace.org/keith_snow_rwanda.html

[28] "Proxy Wars in Central Africa: Profits, Propaganda, and Luxury Goods for the White World – Pacification, Rape, and Slavery for the Blacks," Keith Harmon Snow, *World War 3 Report*, No. 100, 19 juillet 2004 : http://ww3report.com/proxy.html

[29] "The U.S. (Under)mining Job of Africa," http://cryptome.org/us-africa.wm.htm

[30] "Genocide and Covert Operations in Africa, 1993-1999," 107ème Congrès des Etats-Unis. Sous-commission aux Opérations Internationales et aux Droits de l'Homme. Première session. 17 mai 2001. *Centre de Recherche sur la Mondialisation*. http://www.globalresearch.ca/articles/MAD111A.html

[31] Interview privée, Keith Harmon Snow, RDC-Est, juillet 2005.

[32] "Corporate Soldiers: The U.S. Government Privatizes Force," Daniel Burton et Wayne Madsen : http://www.totse.com/en/politics/us_military/162741.html

[33] Rapport confidentiel, reçu en février 2006.

[34] "The Controversial Commando," Pratap Chatterjee, 14 juin 2004 : http://www.guerrillanews.com/human_rights/doc4644.html ; "CSC/DynCorp." *Corporation Watch* : http://www.corpwatch.org/print_article.php?list=type&type=18 ; "Crossing the Rubicon," Michael Ruppert, 2004, *New Society Publishers*, Gabriola Island, BC, Canada: p. 79-80.

[35] "The Use of Rwanda's External Debt (1990-1994): The Responsibility of Donors and Creditors," Michel Chossudovsky, Pierre Galand, 30 mars 2004: http://www.globalresearch.ca/PrintArticle.php?articleId=364

[36] "Rwanda's Secret War: U.S.-Backed Destabilization of Central Africa," Keith Harmon Snow, *World War Four Report*, 12 décembre 2004: www.WorldWar4Report.com

[37] "Proxy Wars in Central Africa: Profits, Propaganda, and Luxury Goods for the White World—Pacification, Rape, and Slavery for the Blacks," Keith Harmon Snow, *World War 3 Report*, No. 100, 19 juillet 2004 : http://ww3report.com/proxy.html

[38] "Report on Events in Bukavu, South Kivu: May 26 to June 9, 2004," Réseau de Femmes pour la Défense des Droits et de la Paix.